

PREFET DE LA HAUTE-MARNE

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Champagne-Ardenne

Chaumont, le 23 mai 2012

Unité territoriale Aube / Haute-Marne

Subdivision de la Haute-Marne

Référence : SHM/RF/CB/12/246

Affaire suivie par : Romaric FRANQUE
romaric.franque@developpement-durable.gouv.fr

Tél : 03.25.30.20.52 – Fax : 03.25.30.21.06

Objet : I.C.P.E. - demande d'autorisation d'exploiter (régularisation)
Aciéries Hachette et Driout SAS, à Saint-Dizier (52 100)

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

AU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE L'ENVIRONNEMENT ET DES RISQUES SANITAIRES ET TECHNOLOGIQUES

Par transmission du 27 décembre 2010, Monsieur le Préfet de la Haute-Marne a adressé à l'inspection des installations classées de la DREAL, pour examen et avis, une demande d'autorisation d'exploiter présentée le 21 décembre 2010 par la société Aciéries HACHETTE et DRIOUT S.A.S. dont le siège administratif est situé au 11 avenue du Général Sarrail à Saint-Dizier, pour la régularisation de la situation administrative de son site situé à la même adresse, suite aux modifications apportées à son fonctionnement depuis l'autorisation initiale de 1987, et en particulier sa réorganisation de 2008.

- **Nom** : ACIÉRIES HACHETTE ET DRIOUT S.A.S.
- **Adresse du site** : 11, avenue du Général SARAIL – 52 100 SAINT DIZIER
- **Téléphone** : 03.25.56.75.00 / **Télécopie** : 03.25.56.54.75
- **Activité** : Fabrication de pièces en acier moulé.
- **N°SIRET** : 377 658 083 00011
- **Effectif** : 470 employés
- **Président Directeur Général** : M. André ROBERT-DEHAULT
- **Responsable HSE** : Sylvain Hocquet
- **Volume d'activité 2011** : environ 11 500 tonnes d'acier
- **Numéro S3IC** : 57.1278
- **Priorité** : Établissement à enjeu (AE2)

I. Consistance du dossier et classement des installations

1. Description sommaire

Créée en 1865 par M. Hachette et M. Driout, la Société des aciéries Hachette et Driout était spécialisée jusqu'à la 1ère guerre mondiale dans les activités de travail mécanique des métaux et de chaudronnerie pour la sidérurgie locale. L'activité fonderie a commencé en 1910 par l'achat d'un 1er convertisseur à air.

La Société Hachette et Driout est aujourd'hui une entreprise spécialisée dans la fabrication de pièces moulées en acier destinées aux domaines des matériels de travaux publics, de la robinetterie industrielle, du ferroviaire. Les pièces produites sont de taille très variable allant de quelques kilogrammes à plus de 8 tonnes.

Les activités de l'établissement sont actuellement encadrées par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°3058 du 2 novembre 1987, complété par les arrêtés du 30 octobre 1991, du 24 mai 1993, du 17 décembre 1998, du 12 mai 2003, du 3 octobre 2005 et du 9 juillet 2007.

Depuis l'autorisation d'exploiter délivrée en 1987, le site a fait l'objet de nombreux investissements et réorganisations en particulier en 2008 lors de la construction de la nouvelle unité de fusion destinée à répondre à des exigences de qualité élevées imposées pour certains marchés tels que le secteur du nucléaire. La présente demande d'autorisation est destinée à mettre à jour les dispositions techniques et réglementaires applicables à l'ensemble du site.

Les principales étapes mis en œuvre sur le site pour la fabrication des pièces d'acier sont les suivantes :

- modelage : le site dispose d'un atelier de modelage bois pour la création de ses modèles ayant la forme désirée de la pièce en acier à fabriquer ;
- noyautage et moulage : les moules sont réalisés en sable sur les différents postes spécialisés et en fonction de la taille des pièces. Le site des Aciéries Hachette et Driout comprends 5 chantiers de moulage, dont 2 fonctionnent avec des moules en sable à vert, et trois avec des sables à prise chimique ;
- fusion et coulée : l'acier est produit à partir de 3 fours à arc électrique de 3 300 kW chacun d'une capacité unitaire de 4 tonnes et d'un four à induction de 4,5 tonnes et 2300 kVA installé en décembre 2008. Le site dispose aussi de deux fours AOD servant à traiter le métal pour obtenir des aciers de haute qualité ;
- décochage : destruction du moule de sable pour extraire la pièce produite. Le sable du moule détruit est ensuite recyclé à plus de 85%.
- finition et parachèvement : ces étapes comprennent les opérations de grenaillage (le site dispose de 7 grenailleuses), découpe et meulage, mais également les éventuels traitements réalisés pour améliorer les propriétés de l'acier et le contrôle des pièces produites (contrôle par magnétoscopie, ultrasons, pénétrant rouge, ou gammagraphie)

Image 1 : photographie aérienne des Aciéries Hachette et Driout, vue du nord



2. Classement des installations

Les installations exploitées ainsi que les activités exercées sur ce site qui relèvent de la nomenclature des installations classées, sont reprises dans le tableau suivant :

Rubrique	A, E, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Volume autorisé de l'activité
1715-1	A	Préparation, fabrication, transformation, conditionnement, utilisation, dépôt, entreposage ou stockage de substances radioactives sous forme de sources radioactives, scellées ou non scellées à l'exclusion des installations mentionnées à la rubrique 1735, des installations nucléaires de base mentionnées à l'article 28 de la loi n° 2006-686 du 13 juin 2006 relative à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire et des installations nucléaires de base secrètes telles que définies par l'article 6 du décret n° 2001-592 du 5 juillet 2001 . 1. La valeur de Q est égale ou supérieure à 10^4	3 sources scellées : Ir192 : 4,4 Tbq Co60 : 10,3 Tbq Co60 : 1,11 Tbq $Q = 5,5 \cdot 10^8$
2515-1	A	Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieur à 200 kW	Puissance installée totale : 270 kW
2551-1	A	Fonderie (fabrication de produits moulés) de métaux et alliages ferreux, la capacité de production étant supérieure à 10 t/j	Fabrication d'acier moulé : 50 t/j
2560-1	A	Travail mécanique des métaux et alliages, la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 500 kW	Atelier d'usinage : 800 kW
2760	A	Installation de stockage de déchets autre que celles mentionnées à la rubrique 2720 et celles relevant des dispositions de l'article L. 541-30-1 du code de l'environnement. Installation de stockage de déchets non dangereux	Stockage de sables de fonderies : 100 000 t
2921-1a	A	Installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air, lorsque l'installation n'est pas du type « circuit primaire fermé », la puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 2 000 kW	Tour aéroréfrigérante : puissance maximale évacuée de 4 909 kW
195	D	Dépôts de ferro-silicium	Dépôts de ferro-silicium : 1 t
1158-B-2	DC	Emploi ou stockage de diisocyanate de diphenylméthane (MDI), la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 2 t, mais inférieure ou égale à 20 t	Utilisation d'Aktivator 32A52, de PENTEX 35 et de résine Easymax : 10 t au total
1220-3	D	Emploi et stockage de l'oxygène, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 2 t, mais inférieure à 200 t	Réservoir fixe d'oxygène : 130 t
1532	D	Dépôt de bois sec ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés à l'exception des établissements recevant du public, le volume susceptible d'être stocké étant supérieure à 1 000 m ³ mais inférieure ou égale à 20 000 m ³	Stockage de modèle de bois : 4000 m ³
2410-2	D	Ateliers où l'on travaille le bois ou matériaux combustibles analogues, la puissance installée pour alimenter l'ensemble des machines étant supérieure à 50 kW, mais inférieure ou égale à 200 kW	8 machines de traitement du bois(scies, dégauchisseuses, etc.) : 100 kW au total
2561	D	Trempe, recuit ou revenu de métaux et alliages	Bac de trempe à l'huile de 21 000 L et 11 fours à gaz
2575	D	Emploi de matières abrasives telles que sables, corindon, grenailles métalliques, etc., sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage, à l'exclusion des	Sablage et grenaillage : 370 kW

		activités visées par la rubrique 2565, la puissance installée des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 20 kW	
2713-2	D	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712. La surface étant supérieur ou égal à 100 m ² mais inférieur à 1000 m ²	Parc à ferrailles : 250 m ²
2940-2b	DC	Application, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. sur support quelconque (métal, bois, plastique, cuir, papier, textile) supérieure à 10 kg/j, mais inférieure ou égale à 100 kg/j, à l'exclusion : - des activités de traitement ou d'emploi de goudrons, d'asphaltes, de brais et de matières bitumineuses, couvertes par la rubrique 1521, - des activités couvertes par les rubriques 2445 et 2450, - des activités de revêtement sur véhicules et engins à moteurs couvertes par la rubrique 2930, - ou de toute autre activité couverte explicitement par une autre rubrique.	Application de peinture par pulvérisation : 40 kg/j
1418	NC	Stockage ou emploi de l'acétylène. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 100 kg.	Quantité susceptible d'être présente : 30 kg
1432-2	NC	Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables visés à la rubrique 1430, représentant une capacité équivalente totale inférieure à 10 m ³	Réservoir aérien de FOD de 6000 l
1435	NC	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs. Le volume annuel de carburant (liquides inflammables visés à la rubrique 1430 de la catégorie de référence (coefficient 1)) distribué étant inférieur à 100 m ³	Distribution de fioul : 60 m ³ /an
2910-A	NC	Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique maximale de l'installation est inférieure à 2 MW.	Chaudière à gaz naturel : 30 kW

A : Autorisation - E : Enregistrement - D : Déclaration - NC : Non Classé
DC : déclaration avec obligation de contrôle périodique

Les installations du site visées par la directive européenne 2008/1/CE du 15 janvier 2008 relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution, dites « IPPC », transposée en droit français au travers de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement et les textes pris pour son application, notamment l'arrêté du 29 juin 2004 relatif au bilan de fonctionnement prévu à l'article R. 512-45 du code de l'environnement, sont les suivantes :

Rubrique IPPC	Libellé de la rubrique (activité)	Volume autorisé de l'activité
2.4	Fonderies de métaux ferreux d'une capacité de production supérieure à 20 tonnes par jour.	Fabrication d'acier moulé : 50 t/j
5.4	Décharges recevant plus de 10 tonnes par jour ou d'une capacité totale	Stockage de sables de fonderies :

	de plus de 25 000 tonnes, à l'exclusion des décharges de déchets inertes.	100 000 t
--	---	-----------

Évolution des activités et/ou installations exploitées

Depuis le dépôt du dossier de régularisation administrative, quelques modifications sont intervenues sur le classement des installations classées à la suite de modifications réglementaires. Notamment, le décret n°2010-1700 du 31 décembre 2010 a modifié la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, ce qui entraîne la suppression de la rubrique n°2920 pour les compresseurs d'air.

De plus, suite à un incident du 14 octobre 2010 au cours duquel une source radioactive de cobalt est restée bloquée dans sa gaine dans le bunker, l'installation gammagraphie du site n'est plus utilisable. L'exploitant a annoncé qu'une fois que la source serait débloquée, suivant un protocole d'intervention soumis à l'approbation préalable de l'ASN et de l'inspection des installations classées, cette installation pourrait ne pas être remis en service. Les Aciéries Hachette et Driout ont en effet choisi de mettre en place une nouvelle activité nucléaire : un accélérateur de particules pour remplacer l'usage des sources scellées, qui a fait l'objet d'un permis de construire fin 2010 et est aujourd'hui en fonctionnement. Cette installation, qui n'est pas visée par la nomenclature des ICPE et dont le fonctionnement est surveillé par l'Autorité de Sureté Nucléaire (ASN) de Châlons-en-Champagne, permet de limiter une partie des risques liés à l'usage de sources scellées : notamment la perte, le vol ou la détérioration de la source. La mise en place de cet accélérateur ne modifie donc pas substantiellement les conditions d'exploitation décrites dans le dossier.

II. Synthèse de l'étude d'impact sur l'environnement

A. Protection de la qualité de l'eau

Consommations

Le site est alimenté en eau potable, cette eau est utilisée pour les usages suivants :

- eaux sanitaires et domestiques ;
- pour compenser des pertes par évaporation des circuits de refroidissement (fermés) de la fusion ;
- sert de liant dans la fabrication des moules,
- purges des circuits de refroidissement de l'atelier traitement thermique ;
- eaux de lavage.

La consommation annuelle est approximativement de 50 000 m³.

Le site dispose de deux points de rejets :

- le premier rejet (n°1) raccordé au réseau d'assainissement communal des eaux usées.
- le second rejet (n°2) dirigé vers un fossé au sud du site .

Eaux sanitaires : le volume annuel est estimé à environ 9 000 m³. Elles sont rejetées dans le réseau des eaux usées de la commune de Saint-Dizier.

Eaux pluviales : la surface imperméabilisée du site représente environ 40 000 m², dont 10 000 m² de voiries. La quantité d'eaux pluviales rejetée annuellement est estimée à environ 33 000 m³. Une partie de ces eaux transite dans un réseau unitaire avant de rejoindre le réseau communal des eaux usées - le reste est dirigé vers le point de rejet n°2.

Eaux industrielles : les eaux industrielles du site sont composées de :

- les eaux de déconcentration des circuits de refroidissement des différents fours de fusion ;
- les purges des deux bacs de trempe à l'eau de l'atelier de traitement thermique ;
- les rejets du circuit de refroidissement ouvert d'un des fours de recuit (traitement thermique) ;
- les eaux de lavage.

Ces rejets sont collectées par le réseau unitaire du site puis rejoignent le réseau communal des eaux usées à l'exception des eaux de déconcentration de certains circuits de refroidissement qui sont rejetées avec les eaux pluviales dans le fossé au sud du site.

Les effluents dirigés vers le rejet n° 1 ne subissent pas de prétraitement avant rejet . Le point de rejet n° 2 est doté d'un décanteur déshuileur.

B. Prévention de la pollution de l'air

Les rejets à l'atmosphère sont en majeure partie canalisés. Ces rejets comprennent en particulier des gaz de combustion des ateliers de fusion et les poussières aspirées sur les différentes parties du site.

Le site compte vingt-cinq émissaires de rejets canalisés l'atmosphère, dont six sur la nouvelle unité bâtie en 2008 (en italique dans le tableau) repris dans le tableau suivant :

N°	Émissaire	Installation(s) raccordée(s)	Dispositif de traitement	Moyen de surveillance
1	Fusion Dépoussiéreur AAF 1A	Fours à arc I et II	Filtre à manches	Aucun
2	Fusion Dépoussiéreur AAF 1B	Fours à arc I et II	Filtre à manches	Aucun
3	Fusion Dépoussiéreur AAF 3A	Fours à arc III	Filtre à manches	Aucun
4	Fusion Dépoussiéreur AAF 3B	Fours à arc III	Filtre à manches	Sonde triboélectrique
5	Fusion Dépoussiéreur	Fours à arc I et II dont hotte en	Filtre à manches	Sonde triboélectrique

	KASTRUP	toiture		
6	Fusion Dépoussiéreur LUHR	Convertisseur AOD	Filtre à manches	Aucun
7	Fonderie Dépoussiéreur LTS	Sableries chantiers de moulage BMD et 700*800	Filtre à manches	Aucun
8	Fonderie Dépoussiéreur HWH	Régénération sable moulage-main	Filtre à manches	Sonde triboélectrique
9	Fonderie Dépoussiéreur INTENSIV	Décochage moulage main	Filtre à manches	Sonde triboélectrique
10	Fonderie Filtre TORIT 1 côté benne	Régénération sable moulage-main	Filtre à cartouches	Aucun
11	Fonderie Filtre TORIT 2	Régénération sable moulage-main	Filtre à cartouches	Aucun
12	Fonderie Hotte passage à la couche alcool	Séchage, brûlage couche à l'alcool moulage main-plaque	Aucun	Sonde triboélectrique
13	Décochage BMF	Décochage BMF	Filtre à manches	Sonde triboélectrique
14	Sablerie BMF	Sablerie BMF	Filtre à manches	Sonde triboélectrique
15	Parachèvement Filtre grenailleuse WST	Grenailleuse tonneau	Filtre à manches	Sonde triboélectrique
16	Parachèvement Filtre grenailleuse GARNIER	Grenailleuse GARNIER Pièces INOX	Filtre à cartouches	Aucun
17	Parachèvement Filtre grenailleuse BMD	Grenailleuse BMD Pièces toutes nuances	Filtre à manches	Aucun
18	Parachèvement Filtre ROLLAGIR	Grenailleuse désableuse	Filtre à cartouches	Sonde triboélectrique
19	Parachèvement Filtre ARC AIR	Cabine de découpe arc-air + tronçonnage CLANSMAN	Filtre à manches	Sonde triboélectrique
20	<i>Nouvelle fusion Dépoussiéreur LUHR</i>	<i>Four à induction + convertisseur AOD</i>	<i>Filtre à manches</i>	<i>Aucun</i>
21	<i>Fonderie Dépoussiéreur LUHR</i>	<i>Décochage + postes de soudure</i>	<i>Filtre à manches</i>	<i>Aucun</i>
22	<i>Fonderie Dépoussiéreur CARDIN</i>	<i>Régénération sablerie</i>	<i>Filtre à manches</i>	<i>Aucun</i>
23	<i>Parachèvement Filtre LUHR</i>	<i>Découpage arc à air chalumeau + meulage</i>	<i>Filtre à manches</i>	<i>Aucun</i>
24	<i>Parachèvement Filtre</i>	<i>Grenailleuse désableuse</i>	<i>Filtre à manches</i>	<i>Aucun</i>
25	<i>Parachèvement Filtre</i>	<i>Grenailleuse de finition</i>	<i>Filtre à manches</i>	<i>Aucun</i>

Des campagnes de prélèvement et d'analyse sont réalisées périodiquement sur le site conformément aux prescriptions de l'arrêté d'autorisation du 2 novembre 1987 complété par l'arrêté du 9 juillet 2007. Le dossier présente les résultats obtenus lors de ces campagnes sur les différents émissaires. Les résultats sont globalement conformes aux limites réglementaires et aux valeurs associées aux meilleurs techniques disponibles (MTD) présentées dans les BREF (Best REFERENCES).

Une campagne de mesures a été réalisée en 2011 sur différents émissaires de rejets atmosphériques des Aciéries Hachette et et Driout, et en particulier sur tous les émissaires de la nouvelle unité. La campagne s'est déroulée du 15 au 25 mars 2011. Les résultats de cette campagne ne font apparaître aucun dépassement des valeurs réglementaires. Les résultats sont présentés pour partie ci-dessous :

N°	Émissaire	Installation(s) raccordée(s)	poussières (mg/Nm ³)	CO (mg/Nm ³)	SO ₂ (mg/Nm ³)	NOX (mg/Nm ³)	PCDD PCDF (ng I-TEQ /Nm ³)
20	Nouvelle fusion Dépoussiéreur LUHR	Four à induction + convertisseur AOD	0,4	57	0,49	1,95	0,08
21	Fonderie Dépoussiéreur LUHR	Décochage + postes de soudure	0,5	6,8	0,09	0,3	---
22	Fonderie Dépoussiéreur CARDIN	Régénération sablerie	0,3	3	0,1	0	---
23	Parachèvement Filtre LUHR	Découpage arc à air chalumeau + meulage	0,6	6,5	0,08	0,1	---
24	Parachèvement Filtre	Grenailleuse désableuse	3,7	4,9	0,1	0,7	---
25	Parachèvement Filtre	Grenailleuse de finition	0,5	5,2	0,05	0,6	---

Tableau : extrait des résultats du contrôle inopiné des rejets atmosphériques réalisée du 15 mars 2011 au 25 mars 2011 par le bureau VERITAS sur le site des Aciéries Hachette et Driout

Le site est aussi à l'origine de rejets diffus issus des ateliers de fusion, de la sablerie, du chantier de coulée et de l'atelier de peinture. Les résultats des analyses réalisées sont présentés dans le dossier.

C. Prévention du bruit

L'établissement est implanté dans une zone à prédominance industrielle mais à proximité d'une zone urbanisée.

Des mesures effectuées en périphérie de la fonderie et au droit des Zones à Émergence Réglementée (ZER) en période de jour et de nuit ont été réalisées en 2009. Les ZER les plus proches du site sont les suivantes :

- à l'est, près de l'entrée du site – point n°1 ;
- au sud près du stockage des modèles en bois - point n°2 ;
- au sud-ouest, point n°3.

Les mesures ont mis en évidence un non respect du critère d'émergence en un seul point sur les 3 étudiés, a identifié l'installation à l'origine de cette non-conformité et a conclu sur la possibilité d'aménagements visant à réduire les nuisances sonores en travaillant sur l'isolation phonique (écran en U ou capotage)

Malgré la proximité de l'établissement vis-à-vis du voisinage, aucune plainte ou observation n'a néanmoins été récemment portée à la connaissance de l'inspection des installations classées.

D. Gestion des déchets

Les déchets produits par l'établissement sont essentiellement :

Type de déchets	Code déchet*	Quantité annuelle	Mode d'élimination ou de traitement
Laitiers (oxydes métalliques)	10 09 03	5 000 t	Tri puis revalorisation
Matériaux réfractaires	10 09 99		
Poussières	10 09 10	100 t	Mise en décharge
Meules et abrasifs usagés	12 01 21	25 t	Mise en décharge
Chutes d'acier	10 09 99	11 000 t	Réutilisation dans le procédé de fusion

Lubrifiant (huiles solubles)	13 02	60 t	Valorisation en évapo-incinération
Bois divers	20 01 38	45 t	Recyclage ou valorisation
Plastique	15 01 02	8 t	Recyclage ou valorisation
Papiers et cartons	15 01 01	12 t	Recyclage ou valorisation
Déchets ménagers	20 03 01	50 t	Mise en décharge
Sables de fonderie à faible teneur en phénol	10 09 08	11 000 t	Mise en décharge interne et revalorisation

* selon l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement

Une installation de stockage de déchets de sables (crassier) est aménagée au nord du site. Une grande partie du sable est recyclé, mais un peu plus de 10% est perdu à chaque utilisation et est alors transféré vers le crassier. Le crassier comporte environ 50 000 tonnes de sables. Les effets du crassier sur l'environnement sont surveillés par un réseau de trois piézomètres sur lesquels sont réalisés des campagnes de prélèvements et analyses deux fois par an. Depuis maintenant 10 ans, ces sables sont valorisés en techniques routières, ce qui a permis de réduire l'emprise du crassier sur le site.

Les laitiers, matériaux réfractaires et poussières sont également stockés sur le crassier, à part, en attente de leur enlèvement pour revalorisation ou mise en décharge.

L'exploitant a établi des garanties financières pour son activité de stockage de sables de fonderies dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 1er février 1996 modifié. Ces garanties financières ont été fixées à près de 410 000 € en mai 2003 et doivent être actualisées (au minimum tous les 5 ans) au prorata de la variation de l'indice TP 01.

E. Risques sur la santé des populations avoisinantes

Les principaux risques pour la santé des populations avoisinantes sont liés aux rejets atmosphériques de poussières comportant une fraction de métaux (cadmium, arsenic, sélénium, plomb,...)

L'étude des effets sur la santé des riverains réalisée dans le cadre de la demande de régularisation a été élaborée sur la base du guide méthodologique «Évaluation des Risques Sanitaires liés aux substances chimiques dans l'Étude d'Impact des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement» établi par l'INERIS en 2003.

Le volet sanitaire intégré dans le dossier de la société ACIERIES HACHETTE ET DRIOUT (paragraphe 3.2.9. de l'étude d'impact) a été réalisé de la manière suivante:

- caractérisation du site,
- identification des dangers des substances chimiques,
- évaluation de la relation dose-réponse,
- évaluation des expositions humaines,
- caractérisation des risques.

Seul le mode de rejets atmosphérique a fait l'objet de l'étude. Le dossier a recensé un certain nombre de polluants présents dans les rejets atmosphériques de l'aciérie et présentant un caractère très toxique, toxique ou cancérigène des groupes A, 2A et 2B du classement IARC.

Pour chaque polluant le flux total rejeté à l'atmosphère par le site est calculé à partir des résultats d'autosurveillance de rejets atmosphériques. Puis, une modélisation de la dispersion de ces polluants permet d'obtenir une estimation de l'immission maximale, c'est à dire la concentration maximale pour ce polluant qui pourra être perçue par les riverains du site. Enfin, pour chaque scénario d'exposition (inhalation ou ingestion) une dose d'exposition est calculée et comparée aux valeurs de référence pour les effets avec seuils (toxique) et sans seuils (cancérigène). Les indices de risque (IR) caractérisant le risque toxique chronique et les excès de

risque unitaire (ERI) caractérisant le risque cancérigène chronique restent inférieurs à leur seuils d'acceptabilité respectifs :

En conclusion, il est donc peu probable que les rejets de la société HACHETTE ET DRIOUT aient un impact sanitaire sur les populations environnantes.

Composés	IR - inhalation	IR - ingestion	ERU - inhalation	ERU - ingestion
Formaldéhyde	$1,31.10^{-4}$	$4,04.10^{-6}$	$1,7.10^{-8}$	---
Acétaldéhyde	---	---	$1,44.10^{-8}$	---
Benzène	$4,17.10^{-5}$	$2,7.10^{-8}$	$2,75-9,57.10^{-9}$	$5,56.10^{-13}$ à $2,41.10^{-12}$
Bromoforme	---	$3,28.10^{-10}$	---	---
Trichloroéthène	$2,5.10^{-9}$	$7,5.10^{-11}$	$5,81.10^{-13}$	---
Tétrachloroéthène	---	---	$2,94.10^{-11}$	---
Chloroforme	---	---	$3,29.10^{-10}$	---
Tétrachlorométhane	$1,94.10^{-7}$	$1,07.10^{-10}$	$9,32.10^{-11}$	$3,83.10^{-15}$
Cadmium	$3,9.10^{-2}$	$1,54.10^{-4}$	$1,41.10^{-6}$	---
Mercure	$1,34.10^{-4}$	$4,62.10^{-9}$	---	---
Arsenic	$3,47.10^{-5}$	$5,13.10^{-4}$	$1,49.10^{-7}$	$9,46.10^{-8}$
Sélénium	---	$3,98.10^{-4}$	---	---
Plomb	---	---	$2,71.10^{-8}$	$1,55.10^{-9}$
Nickel	---	---	$1,38.10^{-9}$	---
Seuil d'acceptabilité	1	1	1.10^{-5}	1.10^{-5}
TOTAL	$3,93.10^{-2}$	$1,2.10^{-3}$	$1,63.10^{-5}$	$9,61.10^{-5}$

III.Synthèse de l'étude des dangers

La principale source potentielle de risques liée à des **événements naturels** est :

- Les inondations : une grande partie du site se situe en zone d'aléa faible défini par le Plan de Prévention des Risques d'Inondation de la Vallée de l'Ornel du 10 aout 2005. Certaines zones en bordures nord, sud et est sont en zone d'aléa moyen. Les moyens mis en œuvre pour limiter les effets d'une crue sur le site sont notamment les suivants : les réservoirs sont aériens et ancrés au sol, le bâtiment construit en 2008 es rehaussé de 35 cm et ses transformateurs sont installés en hauteur. En cas de prévision d'une crue de l'Ornel susceptible de générer des débordements importants, le dossier prévoir également la mise en sécurité du site par la coupure des réseaux d'électricité et de gaz, l'arrêt des équipements, la fermeture des portes et surélévation des biens sensibles à l'eau.

Les principales sources potentielles de risques liées à des **événements accidentels ou un fonctionnement anormal des installations** sont :

- la malveillance : le site est clôturé et fait l'objet d'un gardiennage par une société spécialisée.
- l'écoulement accidentel : les risques liés aux écoulements accidentels trouvent leurs origines dans le stockage, la manutention et le transport de matières dangereuses ainsi que dans les rejets accidentels des eaux d'extinction en cas d'incendie.

- l'incendie.

Le dossier présente la liste des accidents survenus sur des sites industriels comprenant des installations similaires à celles des aciéries Hachette et Driout, issue de la base de donnée du BARPI du Ministère de l'Écologie.

A partir de cette accidentologie, des produits mis en œuvre sur le site et des installations présentes, le dossier a identifié une liste des scénarii d'accidents susceptibles de survenir sur le site. Puis une analyse préliminaire des risques, qui prend en compte la probabilité d'occurrence, la cinétique, l'intensité des effets et la gravité des conséquences des accidents potentiels, a permis de dégager un scénario majeur : l'incendie des stockages de modèles en bois. Cependant un mur en béton à ce niveau permet d'assurer les protections des riverains contre ces effets.

Prévention des accidents

Afin d'assurer au mieux la maîtrise des risques et des accidents majeurs, et indépendamment des mesures organisationnelles (interdiction de fumer, délivrance de permis de feu pour les travaux par point chaud, etc.), plusieurs mesures de prévention ou de protection sont déjà en place, notamment :

- systèmes de désenfumage et écrans de cantonnement,
- présence de détecteurs d'incendie couplés à un alarme dans l'atelier de modelage,
- plus de 250 extincteurs répartis sur le site,
- six poteaux d'incendie de 60 m³/h à proximité du site, complétés par 2 poteaux internes (dont le débit n'est pas constant).

IV. Instruction de la demande

A. Enquête publique

Par l'arrêté préfectoral n°1788 du 27 juin 2011, la demande d'autorisation a été soumise à une enquête publique qui s'est déroulée du 1er septembre 2011 au 30 septembre 2011 inclus, dans les communes concernées : BETTANCOURT-LA-FERRÉE, CHANCENAY, VILLIERS-EN-LIEU et SAINT-DIZIER.

Aucun avis du public n'a été exprimé sur les registres d'enquête publique.

B. Avis du commissaire enquêteur

Après examen du dossier et visite des installations, Monsieur Jean-Jacques RENAUD, commissaire enquêteur, a transmis le 29 octobre 2011 son rapport d'enquête publique à Monsieur le Préfet.

Au travers de ses conclusions, il a souligné l'attachement des dirigeants envers les problématiques de sécurité et d'environnement, ainsi que la bonne intégration de l'entreprise dans le milieu local, et a conclu en émettant un avis favorable à la demande présentée par la SAS ACIÉRIES HACHETTE ET DRIOUT.

C. Avis des conseils municipaux

Les conseils municipaux des communes de BETTANCOURT-LA-FERRÉE, CHANCENAY, VILLIERS-EN-LIEU et SAINT-DIZIER ont chacun rendu un avis favorable à la présente demande d'autorisation d'exploiter.

D. Avis des services administratifs

♦ Agence Régionale de Santé (ARS) *réponse du 3 août 2011*

L'ARS n'a pas émis d'avis sur le dossier mais a demandé des compléments d'informations sur différents points :

- l'étude de bruit : des dépassements d'urgence apparaissent dans la zone à émergence réglementée (ZER) du point n°2 en limite sud de la propriété (page 109 de l'étude d'impact)

- la méthode mise en œuvre dans l'étude risque sanitaires : notamment le dossier explique insuffisamment le choix de ne pas prendre en compte certains polluants nocifs pour la santé (toluène, xylène, isopropylbenzène) dans l'étude, la méthode de calcul des flux de polluants, la méthode de calcul des doses d'exposition, etc.

♦ Direction Départementale des Territoires (DDT)
réponse par courrier du 1er août 2011

Un avis réservé a été émis sur ce dossier en attente de réponses relatives notamment aux éléments suivants :

- le site dispose t-il d'une autorisation de déversement conforme à l'article L1331-10 du code de la santé publique ;
- certains aspects de la gestion des eaux pluviales posent des questions :
 - les eaux pluviales rejetées dans le réseau d'eaux usées devraient rejoindre un réseau pluvial strict,
 - préciser les modalités de rétention des eaux pluviales au sein du réseau, etc.
- une partie du site se situe en zone d'aléa moyen à fort défini par le Plan de Prévention des Risques d'Inondation de la Vallée de l'Ornel du 10 août 2005 : quelles sont les dispositions prévues pour assurer la mise en sécurité des installations ?
- quelques précisions concernant l'étude de bruit et les mesures prises pour limiter les nuisances sonores ;
- quelques précisions sur l'impact de la nouvelle unité sur les rejets atmosphériques.

La DDT remarque également que l'accélérateur de particules qui a fait l'objet de la demande permis de construire n°052 448 10000 60 accordée le 21 janvier 2011 n'est pas mentionné dans le dossier.

♦ Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours (SDIS)
réponse du 21 novembre 2011

Un avis favorable sur ce dossier a été émis, sous réserve que l'exploitant vérifie sa défense extérieure contre l'incendie, présentée dans le dossier en page 293 de l'étude de danger, et la complète si besoin pour atteindre les prescriptions techniques décrites par le SDIS : au moins trois poteaux incendies normalisés de 100 mm piqués sur une canalisation de 100 mm, et implantés à moins de 100 m, par les voies praticables, de l'entrée du bâtiment pour le premier hydrant et distants entre eux de 150m maximum. Ces poteaux sont implantés en bordure de chaussée carrossable ou tout au plus à 5 m de celle ci et assurer un débit unitaire et simultané de 17 l/s (c'est à dire environ 60 m³/h) sous une pression dynamique de 1 bar pendant au minimum 2 h.

E. Éléments de réponse du pétitionnaire

Les avis des services ont été transmis à l'exploitant par courrier du 9 novembre 2011 et du 3 janvier 2012. L'exploitant a apporté les réponses suivantes :

♦ A l'avis émis par le SDIS :

Les moyens de lutte contre l'incendie actuellement disponibles pour le site et décrits en page 293 de l'étude de danger du dossier de demande d'autorisation respectent les demandes formulées par les services d'incendie et de secours.

♦ Réponse à l'avis émis par l'ARS :

Concernant les remarques émises vis-à-vis de l'étude des risques sanitaires, les Aciéries Hachette et Driout ont interrogé le bureau OTE ayant réalisé cette étude et qui a réalisé une mise à jour de l'ERS, annexée

au présent rapport. Les composés présents dans le tableau suivant ont fait l'objet d'une étude supplémentaires pour leurs effets qui n'avaient pas été intégrés au calcul des risques :

Composés	IR - inhalation	IR - ingestion	ERU - inhalation	ERU - ingestion
Toluène	$1,54.10^{-7}$	7.10^{-14}	---	---
Xylène	$9,14.10^{-4}$	$5,87.10^{-12}$	---	---
Isopropylbenzène	$1,41.10^{-7}$	$2,20.10^{-11}$	---	---
Trichloroéthène	$2,5.10^{-9}$	$7,5.10^{-11}$	$5,81.10^{-13}$	$9,16.10^{-16}$
Chloroforme	---	---	$3,29.10^{-10}$	$9,68.10^{-15}$
Nickel	---	$1,53.10^{-5}$	$1,38.10^{-9}$	---
Seuil d'acceptabilité	1	1	1.10^{-5}	1.10^{-5}

L'étude mise à jour donne également certaines précisions demandées par l'ARS, par exemple la méthode de calcul des doses d'exposition.

En ce qui concerne le dépassement d'émergence constaté au point n°2 de l'étude de l'impact sonore : l'installation à l'origine de cet écart a été identifiée : il s'agit d'une ventilation à hélice proche des limites de propriété. Le déplacement de cette installation a été jugé non réalisable. Celui-ci ne pouvant pas être déplacé, il est prévu d'installer prochainement un déflecteur qui devrait permettre de baisser le niveau sonore.

♦ Réponse à l'avis émis par DDT :

Après consultation du service voiries et réseaux de la Ville de Saint-Dizier, il s'avère que le site des Aciéries Hachette et Driout ne dispose pas, à l'heure actuelle, de l'autorisation de raccordement d'effluents non domestiques sur le réseau communal des eaux usées demandée par l'article L. 1331-10 du code de la santé publique. Toutefois, une convention de rejet est actuellement en cours de validation entre l'entreprise et la Ville de Saint-Dizier, et il a été convenu que l'autorisation de raccordement serait délivrée en même temps.

Les eaux pluviales rejetées dans le réseau communal des eaux usées par le réseau unitaire du site, ne constituent qu'une minorité des eaux pluviales collectées sur le site. Les parties du site ayant fait l'objet de travaux importants ces dernières années, voient leurs eaux pluviales rejoindre le réseau séparatif et être rejetées au point de rejet n°2 après prétraitement – c'est notamment le cas pour toutes les eaux pluviales collectées au niveau de la nouvelle unité.

En ce qui concerne, le dépassement d'émergence sonore, comme annoncé précédemment, un déflecteur sera installé prochainement qui devrait permettre de baisser le niveau sonore.

En ce qui concerne l'accélérateur de particule. : les mesures mises en place par les Aciéries Hachette et Driout garantissent un niveau radiologique à l'extérieur du bunker équivalent aux niveaux exigés pour une zone publique.

V. Avis et propositions de l'inspection des installations classées

Au cours de l'instruction du dossier, les réserves et observations ont porté principalement sur les points suivants :

- les rejets atmosphériques (poussières et métaux),
- la gestion des rejets aqueux du site,
- le bruit généré par les activités industrielles.

A. Les rejets atmosphériques du site

Rejets canalisés

Actuellement, le site des Aciéries Hachette et Driout comprend 25 émissaires de rejets canalisés à l'atmosphère raccordés respectivement à des installations diverses : fours de fusion, grenailage, parachèvement, sablerie, passage à la couche. A l'exception du conduit n°12, ces émissaires sont équipés de filtres à manches. Plus d'une dizaine d'émissaire sont également équipés de sondes permettant un suivi en continue des niveaux des rejets en poussières.

Concernant les caractéristiques de ces émissaires de rejets, la section II de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié prévoit des caractéristiques minimales pour chacun d'entre eux afin de favoriser les dispersions des gaz polluants. En particulier, la hauteur des cheminées ne peut être inférieure à 10 mètres et une hauteur minimale calculée conformément aux articles 53 à 56 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié. Six des émissaires de rejet des aciéries Hachette et Driout n'atteignent pas cette hauteur minimal de 10 mètres : les cheminées des conduits n°10, 11, 12, 16, 17, 18 et 24. Toutefois, conformément à l'article 67 de ce même arrêté, ces dispositions ne s'appliquent pour les sites préexistants, qu'aux installations classées modifiées. En conséquence, le projet d'arrêté préfectoral prévoit la mise en conformité de la cheminée de l'émissaire n°24 de la nouvelle unité avant septembre 2012. Quant à elles, les cheminées des émissaires n°10, 11, 12, 16, 17 et 18 font l'objet d'une prescription spéciale, demandant leur mise aux normes à l'occasion de travaux sur ces installations.

La directive 96-61-CE du 24 septembre 1996, dite « IPPC », remplacée en dernier lieu par la directive codifiée 2008/1/CE du 15 janvier 2008, prévoit d'imposer une approche globale de l'environnement pour la délivrance des autorisations des grandes installations industrielles. Cette directive prévoit que la détermination des valeurs limites d'émission, des paramètres et des mesures techniques soit fondée sur les performances des meilleures techniques disponibles dans des conditions économiquement et techniquement viables pour le secteur industriel concerné (MTD). Les échanges entre les États membres et les industries intéressées ont conduit à la réalisation de documents de référence sur les meilleures techniques disponibles (BREF). Conformément à la circulaire du 25 juillet 2006 consécutive au décret n°2000-258 du 20 mars 2000 et à l'arrêté ministériel de transposition de la directive IPPC, la détermination des valeurs d'émission de l'arrêté préfectoral d'autorisation est basée sur les références aux meilleures techniques disponibles et prend également en considération les conditions locales de l'environnement.

Les activités de fonderie d'acier du site dépassant 20 tonnes d'acier produites par jour, les Aciéries Hachette et Driout sont visées par ces textes. L'étude d'impact du dossier de demande d'autorisation présente ainsi une synthèse des MTD définies par les BREF et la comparaison avec les mesures mises en place sur les aciéries Hachette et Driout. Il se dégage de cette synthèse, que les MTD permettant limiter les impacts des rejets atmosphériques sont globalement en place sur le site des Aciéries Hachette et Driout. De plus, compte tenu des mesures prises, les concentrations de polluants mesurés lors des campagnes d'analyses des rejets atmosphériques se situent dans une fourchette nettement inférieure aux limites hautes des niveaux d'émission attendus pour un site ayant mis en place les MTD. En particulier, la concentration moyenne de poussières mesurée dans les rejets des émissaires de la nouvelle unité lors de la campagne d'analyse de mars 2011 est proche de 0,5 mg/Nm³ alors que les niveaux d'émission de poussières associées aux MTD varient entre 5 et 20 mg/Nm³.

En conséquence, le projet d'arrêté préfectoral ne prévoit pas de mesures supplémentaires pour limiter les émissions canalisées à l'atmosphère. Le projet d'arrêté propose pour chaque émissaire et chaque polluant susceptible d'être émis compte tenu des installations raccordées, des valeurs limites de concentration et de flux émis. Dans tous les cas, ces valeurs limites sont évidemment au moins équivalente aux valeurs réglementaires. De plus, compte tenu des mesures mises en place sur le site permettant de réduire les émissions de polluants, les valeurs limites de concentration en poussières de l'ensemble des rejets canalisés des activités de la société Aciéries Hachette et Driout ont été fixées dans une fourchette ajustée au niveau des performances des installations du site et notablement inférieure aux valeurs limites haute des MTD.

En ce qui concerne l'autosurveillance à réaliser au niveau de chaque émissaire, les fréquence de surveillance dépendent des flux autorisés de polluants et respectent les prescriptions de la réglementation

applicable, notamment celles de l'article 59 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié. En particulier, les flux canalisés de polluants à l'atmosphère autorisés sur les émissaires n°1, 2, 3, 4, 5, 6, 18, 19, 20, 21 et 23 du site dépassent 50 g/h de poussières contenant des éléments traces métalliques. En conséquence, il convient de demander une surveillance en continu des rejets de poussières pour ces émissaires. De plus, le conduit n°9 présente un débit très important, et compte tenu de la sensibilité particulière du site des Acières Hachette et Driout situées à proximité du centre-ville de Saint-Dizier, il paraît nécessaire de proposer également le suivi en continu des rejets de poussières pour cet émissaire.

B. La gestion des rejets aqueux du site et la prévention des pollutions accidentelles

Le site présente deux points de rejets pour ses effluents aqueux :

Point de rejet vers le milieu récepteur	N°1 : Réseau eaux usées de Saint-Dizier	N°2 : Fossé traversant l'usine
Nature des effluents	Rejet général : purge des circuits fermés de refroidissement des fours, bacs de trempe à l'eau, eaux usées domestiques et une partie des eaux pluviales	Eaux pluviales Eaux de déconcentration des circuits de refroidissement des fours de fusion de la nouvelle unité et des fours de traitement thermique
Exutoire du rejet	Réseau unitaire	Réseau séparatif d'eaux pluviales
Traitement avant rejet	Aucun	Prétraitement - décanteur
Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Station d'épuration urbaine de Saint-Dizier : - Capacité nominale par temps sec : 50 000 EH - Débit journalier par temps sec : 6 000 m3/j - Exutoire : la Marne	Fossé au sud du site
Conditions de raccordement	- Autorisation de déversement en application de l'article L1331-10 du code de la santé publique. - Convention de rejet	---

L'article 13 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié précise que les réseaux de collecte doivent séparer les eaux pluviales des autres effluents aqueux. Toutefois, conformément à l'article 67 de ce même arrêté, ces dispositions ne s'appliquent pour les sites préexistants, qu'aux installations classées modifiées. Considérant que les eaux pluviales rejoignant le premier point de rejet se limitent à celles collectées au niveau des installations n'ayant pas fait l'objet de travaux notables récents, le projet d'arrêté préfectoral prévoit les dispositions particulières suivantes : à l'occasion de tout travaux sur une installation du site, une mise en conformité pour séparer les eaux pluviales collectées au niveau de cette installation des autres eaux susceptibles d'être polluées devra être effectuée.

Le dossier de demande d'autorisation n'indique aucun moyen de traitement des eaux pluviales et de refroidissement rejoignant le milieu naturel au point de rejet n°2. Toutefois, un système de prétraitement par décantation est en place. Il conviendra de proposer la réalisation d'une autosurveillance périodique permettant de s'assurer que ce système de prétraitement est et reste efficace.

Conformément à la réglementation en vigueur, et notamment des prescriptions de l'arrêté du 2 février 1998 modifié et de l'arrêté ministériel du 13 octobre 2010 applicables aux installations déclarée sous la rubrique n° 2713, le projet d'arrêté préfectoral prévoit une surveillance annuelle des rejets aqueux du site. Les paramètres sur lesquels porte ce suivi, sont définis en fonction des résultats des précédentes campagnes d'analyse des rejets aqueux du site, des polluants susceptibles d'être rejetés considérant les activités du site et des obligations réglementaires :

Paramètres	Rejet N°1 vers le réseau eaux usées de Saint-Dizier	Rejet n°2 vers le fossé au sud du site
Débit	Tous les ans	Tous les ans
Température	Tous les ans	Tous les ans
pH	Tous les ans	Tous les ans
DBO5	Tous les ans	Tous les ans
DCO	Tous les ans	Tous les ans
MEST	---	Tous les ans
Hydrocarbures totaux	---	Tous les ans
Chrome total	---	Tous les ans
PCB	Tous les ans	Tous les ans

C. Le bruit généré par les installations industrielles

De nombreuses installations et activités mises en œuvre sur le site des Aciéries Hachette et Driout sont susceptibles de générer des émissions sonores importantes, notamment les fours à arc, la manutention de métaux et alliages, les activités de grenaillage et de parachèvement. De plus, même si le site est situé en zone industrielle, des riverains habitent à proximité des limites de propriété. En conséquence, l'impact des émissions sonores apparaît comme un enjeu non négligeable pour les aciéries Hachette et Driout.

La réglementation sur les nuisances sonores applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation est issue de l'arrêté ministériel 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement. Cet arrêté définit des valeurs limites à respecter pour deux paramètres : le niveau sonore en limite de propriété et l'émergence en Zone à Émergence Réglementée (ZER). De plus, cet arrêté distingue deux périodes : le jour entre 7h et 22h et le reste du temps au cours duquel les limites réglementaires de niveau et d'émergence à respecter sont plus faibles.



Dans le cas des Aciéries Hachette et Driout, les ZER sont constituées des habitations de riverains représentées en jaune sur le plan en page 94/367 de l'étude d'impact et reproduit ci-dessus. Le plan identifie, en particulier, trois ZER, concomitantes aux limites de propriétés, au sud, à l'est et au sud-est, numérotées de 1 à 3, comme étant les plus vulnérables face aux nuisances sonores. Considérant que les émissions sonores sont atténuées en fonction de la distance séparant la cible de la source de bruit, et que les activités menées au nord du site (crassier) ne sont pas particulièrement bruyantes, les points identifiés pour les mesures d'urgence sont considérés comme pertinents par l'inspection des installations classées.

Les émissions sonores du site font l'objet d'une surveillance périodique. La dernière campagne de mesure de bruit a ainsi été réalisée en juillet 2009 et ses résultats sont présentés en page 109/367 de l'étude d'impact. Les résultats de cette campagne présente des niveaux sonores en limite de propriétés conformes aux prescriptions réglementaires applicables aussi bien de jour que de nuit. En revanche, comme l'ont souligné les services de l'ARS et de la DDT, au niveau de la ZER n°2 au sud du site un dépassement de la limite d'urgence réglementaire a été constatée aussi bien de jour que de nuit. Le dossier identifie l'installation à l'origine de ce dépassement : une ventilation à hélice en face du point de mesure.

L'inspection propose de demander à l'exploitant de mettre en place pour septembre 2021, un dispositif de capotage de cette installation permettant d'atteindre les objectifs réglementaires applicables.

Par ailleurs, le projet d'arrêté préfectoral demande qu'une nouvelle campagne de mesure de bruit soit réalisée dans un délai de six mois, qui permettra notamment de s'assurer de l'efficacité des mesures mises en place pour protéger les riverains habitant dans la ZER n°2 contre les nuisances sonores en provenance du site.

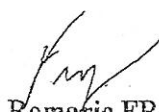


VI. Conclusions et propositions de l'inspection des installations classées

La demande déposée par la SAS ACIÉRIES HACHETTE ET DRIOUT concerne la régularisation administrative de ses installations exploitées à SAINT-DIZIER, suite aux modifications apportées à ses conditions d'exploitation.

Ce dossier a été instruit dans les formes prévues par le code de l'environnement sans faire apparaître d'observations majeures. Compte-tenu de ce qui précède nous proposons d'accorder une suite favorable à cette demande sous réserve du respect des prescriptions figurant dans le projet d'arrêté annexé à ce rapport. Ce projet d'arrêté préfectoral prévoit notamment :

- la réalisation d'une nouvelle campagne de mesure de bruit, sous un délai de 6 mois ;
- la poursuite de la réalisation périodique de l'autosurveillance sur les émissaires de rejets atmosphériques de l'ancienne et de la nouvelle unité. Compte tenu de la réalisation du contrôle inopiné de mars 2011 sur les rejets de tous les émissaires de la nouvelle unité, il apparaît que pour chaque émissaire de rejet atmosphérique du site, il existe une mesure récente réalisée, soit dans le cadre de l'autosurveillance du site, soit dans le cadre d'un contrôle inopiné mandaté par les services de l'inspection des installations classées. En conséquence, il convient de demander que les prochaines campagnes de mesures soient réalisées sous un délai permettant de poursuivre l'autosurveillance des rejets atmosphériques du site conformément aux périodicités prescrites dans le projet d'arrêté d'autorisation ;
- la mise aux normes des cheminées de rejet du site : avant septembre 2012 en ce qui concerne la cheminée de la nouvelle unité n'atteignant pas la hauteur réglementaire défini par l'arrêté du 2 février 1998 ; à l'occasion de modifications apportées à ces installations, pour les émissaires de l'ancienne unité ;
- la mise en place d'une surveillance en continu des rejets atmosphériques des émissaires susceptibles, compte tenu des installations qui leurs sont associées, d'émettre des poussières comportant des fractions de cadmium, mercure, thallium, arsenic, sélénium, tellure ou plomb.
- avant septembre 2012, la mise en place du système d'isolation phonique au sud du site sur laquelle l'exploitant s'est engagé afin d'atteindre les limites réglementaires d'émergence sonore ;

Au vu des éléments présentés dans le présent rapport, nous proposons aux membres du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques d'émettre un avis favorable à la demande d'autorisation d'exploiter sollicitée par la SAS ACIÉRIES HACHETTE ET DRIOUT, pour son site de Saint-Dizier, sous réserve du respect, par le demandeur, des prescriptions techniques et réglementaires du projet d'arrêté préfectoral joint à ce rapport.

Rédacteur :	Validateur :	Approbateur :
L'inspecteur des installations classées	Le chef de la mission pilotage de l'inspection	Le chef du service risques et sécurité
 Romaric FRANQUE	 Pierre CASERT	 Thierry DEHAN

Raymond VICTOIRE

